



# RAPPORT D'ACTIVITÉ **2014**

**SIRED** 

L'Agence Sud-Francilienne  
de Valorisation des Déchets



p.4	Le mot du président
p.5	Administration générale
p.15	Politiques publiques engagées
p.15	Affaires juridiques et marchés publics
p.21	Études et prospectives
p.22	Exploitation et gestion déléguée
p.25	Déchèteries du SIREDOM
p.28	Finances
p.29	Prévention des déchets
p.31	Communication
p.36	Ressources humaines
p.38	Annexe

## LE MOT DU PRÉSIDENT



appelés à agir sur un territoire composé de 129 communes et de près de 800 000 habitants,

- **une large gamme de services et prestations** en matière de traitement et de valorisation des déchets, laquelle, ainsi que le met en valeur le présent rapport, s'est fortement accrue en 2014 à l'initiative du nouvel exécutif élu du syndicat, composé de femmes et d'hommes de tous horizons géographiques de notre territoire, très vaste, et de tous horizons politiques, dont la réflexion et le travail collégial ont permis de définir des objectifs pour le SIREDOM inspirés de la volonté d'améliorer la qualité de service offert à l'usager du service public des déchets,
- **une information de service efficace** visant à garantir la meilleure compréhension possible par les usagers des gestes de prévention et de tri attendus d'eux.

Pour ce qui est du juste prix dans le traitement des déchets ménagers et assimilés, le rapport sur le prix et la qualité du service public, désormais présenté séparément du présent rapport, dans un souci de meilleure lisibilité des données chiffrées et de transparence accrue, fournit tous les éléments d'analyse comparée à laquelle ont droit nos concitoyens.

Les vice-présidents, présidents délégués du SIREDOM et moi-même nous sommes engagés à nous rendre chaque année devant les instances délibérantes de nos collectivités adhérentes pour leur présenter notre bilan d'activité dont leurs assemblées sont saisies pour information et débat : cette démarche de notre part vise à recueillir auprès des élus locaux les suggestions, propositions, critiques sur notre activité, dont la connaissance nous permet d'accroître notre performance au service de la population.

### Xavier Dugoin

*Président du SIREDOM, l'Agence Sud Francilienne de valorisation des déchets*

Afin de veiller au strict respect des prescriptions législatives et réglementaires, j'ai souhaité que, dès 2015, le rapport d'activité du SIREDOM soit désormais distingué du rapport sur le prix et la qualité du service public de traitement des déchets avec lequel il était jusque-là fusionné. Ces deux documents annuels ont une vocation différente et le rapport annuel d'activité vise pour sa part à permettre aux collectivités territoriales et groupements de communes adhérents à notre syndicat mixte, mais aussi à nos partenaires et aux usagers qui le souhaitent, d'avoir accès à une information synthétique mais précise sur les missions dévolues aux élus et aux agents du SIREDOM au cours de l'année précédente et leurs modalités et conditions de mise en œuvre.

Tel est donc l'objet du présent rapport qui met en évidence la valeur ajoutée d'un établissement public comme le nôtre, offrir aux collectivités qui ont fait le choix d'y adhérer :

- **des compétences techniques** grâce à la présence en son sein d'agents compétents et très spécialisés dans les métiers des déchets et de l'économie circulaire, au nombre pourtant limité à moins de 50 collaborateurs,

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

La direction générale des services du SIREDOM a connu d'importants changements dans son organisation en 2014, d'une part en avril avec le départ du directeur général, Monsieur Gérard Lacan, appelé à faire valoir ses droits à la retraite, et d'autre part suite à l'élection du président, fin mai 2014. À la suite de l'installation du nouvel exécutif syndical, un directeur général par intérim a été nommé par Monsieur Xavier Dugoin, en la personne de Monsieur Daniel Arnault, exerçant cette fonction dans le cadre d'un emploi accessoire à celui de directeur général du SIARCE, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Cette nouvelle organisation de la direction générale a été renforcée à compter du 18 août avec le recrutement par voie contractuelle, après publication de la vacance d'un poste d'ingénieur en chef, de Monsieur Michel Vialatte, affecté auprès du directeur général des services et chargé de la conduite d'un certain nombre d'objectifs et projets stratégiques.

Enfin, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014, une chargée de mission auprès du directeur général des services, Madame Nadia Adjimi, est venue compléter le dispositif d'organisation du pôle de direction générale de l'établissement public.

À compter du deuxième semestre 2014, la direction générale des services a eu à remplir les missions suivantes :

- préparation et mise en œuvre, avec l'assistance du service de l'administration générale et des assemblées, de l'organisation du nouvel exécutif fondé sur le principe de répartition des délégations de compétences aux vice-présidents et présidents délégués, eux-mêmes assistés de délégués titulaires d'un mandat spécial ;
- conception, préparation et mise en œuvre de nouvelles politiques publiques décidées par l'exécutif élu au premier semestre 2014 : création d'un Programme Prévisionnel d'Investissements triennal et instauration subséquente d'une architecture budgétaire en AP/CP,

lancement d'une politique de maillage du territoire du SIREDOM en plates-formes écologiques d'apport volontaire de 3 bornes enterrées ou semi-enterrées, création des chantiers citoyens et d'environnement BRISFER, étude de la mise en place d'une compétence énergie de plein exercice et examen de la faisabilité de production de chaleur à partir du CITD de Vert-le-Grand, lancement du projet Journées Pédagogiques Environnementales (JPE) ouvert aux élèves des classes de CM2 du territoire, etc. ;

- définition et conduite d'une nouvelle stratégie managériale fondée sur une refonte de l'organigramme administratif après consultation des chefs de service, définition des nouveaux objectifs annuels des chefs de service pour 2015, préparation d'un séminaire de l'encadrement à intervenir durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 ;
- mise en œuvre des recommandations formulées par la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France dans son rapport sur la gestion de l'établissement portant sur la précédente mandature ;
- préparation des procédures et suivi d'exécution du programme de travaux préalables au transfert du siège du SIREDOM dans les nouveaux locaux acquis en 2013, puis du déménagement de l'exécutif et des personnels dans ce nouveau bâtiment le 1<sup>er</sup> décembre 2014 ;
- organisation, à la demande du président, de relations institutionnelles avec les syndicats limitrophes du territoire du SIREDOM et assistance au président dans l'étude de voies de coopération renforcée et de mutualisation ;
- établissement de relations administratives mensuelles de travail avec la direction générale du groupe Semardel, délégataire de service public du CITD de Vert-le-Grand, destinées à favoriser la résolution de dossiers anciens ayant généré des litiges appelant recherche de solutions amiables et permettant de définir un nouveau mode relationnel dans le suivi d'exécution du Bail Emphytéotique Administratif (BEA).

## PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Le service est composé de 5 agents, une responsable du service, une assistante de la responsable, une secrétaire chargée d'accueil, un logisticien et un appariteur.

En décembre 2014 un appariteur a été muté en interne au Service déchèterie, un agent d'accueil a été muté en interne au Service communication, un logisticien et une secrétaire administrative ont été recrutés en contrat d'avenir, ainsi qu'un agent administratif, en CAE à mi-temps en tant qu'appariteur et en renfort, le Service des Finances et le Service des Marchés Publics en fonction des besoins.

### Principales missions du service Administration générale

- Organisation, préparation et suivi des assemblées délibérantes : comité et bureau
- Assistance et secrétariat du président et de la direction générale
- Organisation et suivi des réunions et rendez-vous pour le président et la direction générale
- Rédaction des actes administratifs, comptes rendus, relevés de décisions
- Suivi de l'exécution des actes administratifs



- Suivi du fichier délégués titulaires et suppléants du SIREDOM / dématérialisés et non-dématérialisés
- Élaboration du Recueil des Actes Administratifs semestriels
- Élaboration du Registre des Actes Administratifs (reliure)
- Gestion des approvisionnements en fournitures de bureau, mobilier
- Enregistrement du courrier et distribution
- Gestion de la boîte mail « contact »
- Suivi des réclamations
- Contrôle, corrections, enregistrement et suivi des courriers, notes et rapports à destination du président et de la direction générale
- Gestion du parc automobile, suivi des fluides du parc automobile
- Gestion des abonnements
- Soutien aux services

### Quelques chiffres de l'activité Comparatif 2013-2014

	Quantité	
	2013	2014
Réunions de services	25	30
Bureau syndical	9	5
Comité syndical	6	6
Délibérations bureau	24	30
Délibérations comité	63	87
Délibérations totales	87	117
Suivi réclamations	61	47



### Les dossiers marquants en 2014

- Préparation, lancement et suivi du marché entretien des locaux de Lisses
- Accueil et formation de 3 emplois aidés
- Lettre de mission des vice-présidents
- Mandats spéciaux des conseillers délégués titulaires
- Élaboration des tableaux de bord des lettres de mission et des mandats spéciaux
- Classement du SIREDOM strate 80 000 / 150 000 habitants

### Indicateurs qui feront l'objet d'un suivi tout au long de 2015

- Modifications des statuts
- Installation du logiciel actes
- Sensibilisation des élus à la dématérialisation
- Gestion et animation de dossiers
  - coopération décentralisée
  - comité d'attribution des médailles
  - CODECI
  - rapport d'activité
  - moyens informatiques mis à disposition des délégués pendant les assemblées délibérantes

### LES FAITS MARQUANTS

#### Élections - nouvelle mandature 2014-2020

À la suite des élections de mars 2014 et du renouvellement des conseils municipaux ou intercommunaux, les collectivités membres du SIREDOM ont désigné leurs représentants.

Le comité syndical a ainsi été renouvelé.

Le 28 mai 2014 : 1<sup>re</sup> réunion d'installation du nouveau comité syndical.

Au cours de cette assemblée les délégués ont élu le président et établi le nombre de vice-présidents à 15.

4 vice-présidents ont été élus.

Le 24 juin 2014, les délégués ont procédé à l'élection des 11 vice-présidents supplémentaires.

Par ailleurs, le président a nommé 3 présidents délégués. Les délégations accordées par le président aux 15 vice-présidents et 3 présidents délégués ont fait l'objet de lettres de mission identifiant précisément, pour les 3 premières années de la mandature, les objectifs qui leur sont impartis. Des directives ont été données par le directeur général aux services pour effectuer mensuellement, avec chaque vice-président, un point sur l'exécution de sa délégation de fonctions.

**BUREAU EXÉCUTIF AU 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Xavier DUGOIN</b> Maire adjoint de Mennecy Délégué titulaire de la CC du Val d'Essonne	Président	
<b>Éric BRAIVE</b> Maire de Leuville-sur-Orge Délégué titulaire de la CA du Val d'Orge	1 <sup>er</sup> vice-président	Déchèteries / investissements / exploitation
<b>Arnaud BARROUX</b> Conseiller municipal de Bondoufle Délégué titulaire de la CA Évry Centre Essonne	2 <sup>e</sup> vice-président	Finances et administration générale
<b>Grégory COURTAS</b> Maire de Pussay Délégué titulaire du SEDRE	3 <sup>e</sup> vice-président	Commande publique
<b>Laurence PINON-CHEVALLIER</b> Conseillère municipale de Savigny-sur-Orge Déléguée titulaire de la CA Les Portes de l'Essonne	4 <sup>e</sup> vice-présidente	Communication institutionnelle
<b>Anne THIBAUT</b> Maire d'Arville Présidente et déléguée titulaire du SIEOM	5 <sup>e</sup> vice-président	Gisement des déchets / nouveaux gisements des déchets
<b>Pascal SIMONNOT</b> Maire de Moigny-sur-École Président et délégué titulaire du SIROM	6 <sup>e</sup> vice-présidente	Gisement des déchets / Relations avec les collectivités et redevance spéciale
<b>Sylvie CARILLON</b> Maire adjointe de Montgeron Déléguée titulaire de la CA Sénart Val de Seine	7 <sup>e</sup> vice-présidente	Déchèteries / prévention et recycleries
<b>Patrick PALLUAU</b> Conseiller municipal de Courcouronnes Délégué titulaire de la CA Évry Centre Essonne	8 <sup>e</sup> vice-président	Gisement des déchets / Déchets d'activité économique

<b>Maurice LEGOUGE</b> Maire adjoint et délégué titulaire d'Epinay-sur-Orge	9 <sup>e</sup> vice-président	Eco-Organismes / amélioration de la qualité du tri
<b>Gilles LE PAGE</b> Maire de Guigneville-sur-Essonne Délégué titulaire de la CC du Val d'Essonne	10 <sup>e</sup> vice-président	Eco-organismes / relation avec les Eco-organismes
<b>Thierry LAFON</b> Maire de Lisses Délégué titulaire de la CA Évry Centre Essonne	11 <sup>e</sup> vice-président	Relations avec Semardel et les prestataires Coopération décentralisée
<b>Pascal NOURY</b> Maire de Morangis Délégué titulaire de la CA Les Portes de l'Essonne	12 <sup>e</sup> vice-président	Finances / politique de l'investissement et de l'emprunt
<b>Jean-François BAYLE</b> Maire adjoint de Corbeil-Essonnes Délégué titulaire de la CA Seine Essonne	13 <sup>e</sup> vice-président	Communication / communication usagers / relations usagers et extérieurs / associations et organismes publics et parapublics
<b>Christian FOURNES</b> Maire adjoint et délégué titulaire de Nozay	14 <sup>e</sup> vice-président	Déchèteries / apport volontaire
<b>Jérôme BERENGER</b> Maire adjoint de Viry-Chatillon Délégué titulaire de la CA Les Lacs de l'Essonne	15 <sup>e</sup> vice-président	Eco-organismes / soutiens financiers
<b>Jean-Claude QUINTARD</b> Maire de Vert-le-Grand Délégué titulaire de la CC du Val d'Essonne	Président-délégué	Suivi du respect des normes environnementales de l'Ecosite de Vert-le-Grand Suivi du transfert des locaux à Lisses Délégué au comité de suivi de sites
<b>Jacques BEAUDET</b> Maire adjoint du Coudray-Montceaux Délégué titulaire de la CC Seine Essonne	Président-délégué	Suivi et contrôle des prestations déléguées
<b>Gérard RASSIER</b> Maire d'Echarcon Délégué titulaire de la CCVE	Président-délégué	Prévention / sécurité

## COMMISSIONS OBLIGATOIRES - COMMISSIONS FACULTATIVES - REPRÉSENTANTS DU SIREDOM

En plus des commissions obligatoires (appels d'offres, délégation de service public, usagers du service public), 4 commissions facultatives ont été créées : finances, déchèteries, prévention et réduction des déchets, qualité d'exploitation.

### Commissions obligatoires

<b>Grégory COURTAS</b>	3 <sup>e</sup> vice-président	Président de la commission d'appel d'offres Président de la commission délégation de service public
<b>Jean-François BAYLE</b>	13 <sup>e</sup> vice-président	Président de la commission consultative des services publics locaux

### Commissions facultatives

<b>Éric BRAIVE</b>	1 <sup>er</sup> vice-président	Déchèteries
<b>Arnaud BARROUX</b>	2 <sup>e</sup> vice-président	Finances
<b>Sylvie CARILLON</b>	7 <sup>e</sup> vice-président	Prévention et réduction des déchets à la source
<b>Maurice LEGOUGE</b>	9 <sup>e</sup> vice-président	Qualité d'exploitation

### Représentants du SIREDOM

<b>Patrick PALLUAU</b>	8 <sup>e</sup> vice-président	Commission de suivi de l'Ecosite de VLG/Echarcon
<b>Xavier DUGOIN</b>	Président	SEMARDEL / 1 <sup>er</sup> administrateur
<b>Arnaud BARROUX</b>	2 <sup>e</sup> vice-président	SEMARDEL / 2 <sup>e</sup> administrateur
<b>Arnaud BARROUX</b>	2 <sup>e</sup> vice-président	Délégué CNAS

## GROUPES DE TRAVAIL

5 groupes de travail ont été mis en place : baisse des tarifs, déchèteries, nouveaux gisements, communication et éco-organismes, animés par les vice-présidents :

GT	Animateurs
<b>Baisse des tarifs de traitement</b>	Arnaud BARROUX
<b>Déchèteries</b>	Éric BRAIVE
<b>Communication</b>	Laurence PINON-CHEVALLIER
<b>Eco-organismes</b>	Maurice LEGOUGE Gilles LE PAGE
<b>Nouveaux gisements</b>	Anne THIBAUT Pascal SIMONNOT



## LES CONSEILLERS DÉLÉGUÉS

Des conseillers-délégués participent aux travaux du bureau, avec voix consultative. Parmi ces conseillers-délégués, des délégués titulaires volontaires ont été désignés par le président afin de se voir confier des missions ponctuelles dans le cadre d'un mandat spécial.

Les mandats spéciaux confiés aux délégués titulaires

volontaires pour remplir un tel mandat ont fait l'objet de lettres de mission identifiant les objectifs fixés par le président à chacun d'entre eux. Chaque délégué titulaire d'un mandat spécial est rattaché à un vice-président. Les services sont chargés d'apporter leur concours aux délégués spéciaux pour l'exercice de leur mission.

<b>Xavier DUGOIN</b> <b>Président</b>		
<b>Germain DUPONT</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour TIGERY	Tigery	Élaboration et mise en œuvre de la stratégie du développement durable

<b>Éric BRAIVE</b> <b>1<sup>er</sup> vice-président</b>		
<b>Ange BALZANO</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CA Evry Centre-Essonne	Ris-Orangis	Analyse fréquentation déchèteries
<b>Jacques CABOT</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CC entre Juine et Renarde	Bouray-sur-Juine	Déchèteries professionnelles
<b>Sylvain TANGUY</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CA du Val d'Orge	Le Plessis-Pate	Quai de transfert

<b>Arnaud BARROUX</b> <b>2<sup>e</sup> vice-président</b>		
<b>Hugues TRETON</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour le SEDRE	Lardy	Politique tarifaire
<b>Karine NEIL</b> Déléguée titulaire du SIREDOM pour le SEDRE	Morigny-Champigny	Suivi des recouvrements

<b>Laurence PINON-CHEVALLIER</b> <b>4<sup>e</sup> vice-présidente</b>		
<b>Sébastien LEFETZ</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CC du Val d'Essonne	Ballancourt-sur-Essonne	Communication envers les usagers

<b>Anne THIBAUT</b> <b>5<sup>e</sup> vice-présidente</b>		
<b>Huguette LANGER</b> Déléguée titulaire du SIREDOM pour la CA du Val d'Orge	Villiers-sur-Orge	Déchets services administratifs et publics
<b>Stéphane CAUWET</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour le SIROM	Blandy	Déchets agricoles

<b>Pascal SIMONNOT</b> <b>6<sup>e</sup> vice-président</b>		
<b>Pascal PETETIN</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CA Les Portes de l'Essonne	Athis-Mons	Étude de la mise en place de la redevance spéciale

<b>Sylvie CARILLON</b>	<b>7<sup>e</sup> vice-présidente</b>	Déchèteries - Prévention et recycleries	
<b>Karl DIRAT</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CAECE		Villabe	Gisements des recycleries
<b>Alain CHAUSSARD</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CC Val d'Essonne		Vayres-sur-Essonne	Prévention de la production de déchets
<b>Patrick PALLUAU</b>	<b>8<sup>e</sup> vice-président</b>	Gisement des déchets - Déchets d'activité économique	
<b>Sylvie JOUARD</b> Déléguée titulaire du SEDRE		Brières-les-Scelles	Chantiers BRISFER
<b>Christiane LECOUSTEY</b> Déléguée titulaire du SIREDOM pour la CA Val d'Orge		Brétigny-sur-Orge	Gisement des déchets de l'activité économique
<b>Maurice LEGOUGE</b>	<b>9<sup>e</sup> vice-président</b>	Eco-Organismes - Amélioration de la qualité du tri	
<b>Philippe ROTTEMBOURG</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CC du Val d'Essonne		Cerny	Analyse des tonnages traités par flux
<b>Gilles LE PAGE</b>	<b>10<sup>e</sup> vice-président</b>	Éco-organismes - Relation avec les éco-organismes	
<b>Bernard ZUNINO</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CA du Val d'Orge		Saint-Michel-sur-Orge	Relations éco-organismes
<b>Thierry LAFON</b>	<b>11<sup>e</sup> vice-président</b>	Relations avec SEMARDEL et les prestataires	
<b>Eloy GONZALEZ</b> Délégué titulaire du SIREDOM		Saintry-sur-Seine	Suivi de la commission d'évaluation du BEA
<b>Pascal NOURY</b>	<b>12<sup>e</sup> vice-président</b>	Finances - Politique de l'investissement et de l'emprunt	
<b>Bernard MEDER</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CA Seine-Essonne		Soisy-sur-Seine	Suivi de la politique d'investissement
<b>Jean-François BAYLE</b>	<b>13<sup>e</sup> vice-président</b>	Communication - Communication usagers Relations usagers et extérieurs - associations et organismes publics et parapublics	
<b>Daniel DENIBAS</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour le SIROM		Boutigny-sur-Essonne	Relations avec les usagers
<b>Franck DEGIOANNI</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour la CA Les Portes de l'Essonne		Paray-Vieille-Poste	Relations avec les associations et organismes publics et parapublics + animation du comité d'attribution médaille et trophée du SIREDOM
<b>Christian FOURNES</b>	<b>14<sup>e</sup> vice-président</b>	Déchèteries - apport volontaire	
<b>José GARCIA</b> Délégué titulaire du SIREDOM pour le SIROM		Courances	Implantation des BAV
<b>Évelyne CHARDENOUX</b> Délégué titulaire de la CC Entre Juine et Renarde		Janville-sur-Juine	Gisement bornes

Les conseillers délégués participent aux travaux du bureau avec voix consultative.

## CLASSEMENT DU SIREDOM

Le comité syndical du 16 novembre 2014 a adopté à l'unanimité une délibération portant approbation du principe de classement du SIREDOM à une commune de plus de 80 000 habitants par assimilation, au regard de ses compétences, de la population desservie, de son budget et de son effectif.

## REFONTE DES STATUTS

Lors du comité syndical du 17 décembre 2014, les statuts ont été refondus pour intégrer les nouvelles politiques publiques lancées par le SIREDOM et pour offrir une meilleure lisibilité par les collectivités adhérentes.

### 1 Clarification de l'objet du syndicat :

- la valorisation de la ressource essentielle que constitue le gisement des déchets sur son territoire ;
- l'approche environnementale et sociétale en matière de tri, de traitement et de recyclage des déchets aux fins de dynamiser le tissu économique local et l'emploi, en permettant de faire des déchets une ressource par leur transformation en produits réutilisables, et en favorisant les circuits courts de transport et de traitement des déchets ;
- l'intégration des normes et principes de développement durable dans les politiques et actions mises en œuvre à l'échelle du territoire syndical ;
- la politique de partenariat avec les recycleries dans le cadre d'un réseau départemental afin d'assurer une meilleure promotion de leurs activités ;
- la politique partenariale avec les éco-organismes ou autres dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs (REP) ;
- la politique de développement de déchèteries classées ICPE et de plates-formes d'apport volontaire en vue de créer un réseau territorial homogène ;

- la mise en place et/ou l'association à des actions de coopération et/ou de solidarité avec les collectivités territoriales et EPCI adhérentes et/ou tout tiers dans tous les domaines des déchets et de l'environnement, y compris des actions de coopération décentralisée ;
- le développement de coopérations avec les structures intercommunales voisines de son périmètre en vue notamment de mutualiser des moyens, conduire des projets communs ainsi que rechercher une meilleure maîtrise de la dépense publique ;
- la politique d'information du public en matière de prévention, de collecte, de traitement et de valorisation des déchets sans préjudice de la faculté pour chaque commune qui le désire d'assurer sa propre communication ;
- la contribution, à la demande des collectivités territoriales et EPCI adhérents et/ou clients, à une politique de résorption des dépôts sauvages portant atteinte à l'environnement.

- 2 Précision selon laquelle le siège social est fixé à Lisses (91090), 63, rue du Bois-Chaland, et les assemblées délibérantes (comité syndical et bureau syndical) se tiennent au siège social ou dans un autre lieu choisi par le président sur le territoire du SIREDOM.
- 3 Dénomination du syndicat, complétée par « Agence Sud Francilienne de valorisation des déchets ».
- 4 Nombre de délégués et de suppléants composant le comité syndical soit, pour chaque collectivité, un délégué titulaire et deux délégués suppléants.
- 5 Composition du bureau, avec la possibilité de nommer au moins un président délégué.

## DÉMATÉRIALISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ ET DU BUREAU SYNDICAL AINSI QUE DANS NOS ÉCHANGES AVEC LES PARTENAIRES DU SIREDOM

L'objectif engagé depuis 2013 est de favoriser la prévention des déchets, diminuer la consommation de papier, permettre de réaliser des économies non négligeables en matière de frais d'impression et d'affranchissement et d'améliorer l'interactivité et la réactivité dans les échanges avec les partenaires (trésorerie, préfecture).

Une sensibilisation à ce procédé est régulièrement adressée aux adhérents. La mise en œuvre du procédé « Acte » sera opérationnelle au premier semestre 2015.

## INSTALLATION DES SERVICES À LISSES

Les travaux d'aménagement des nouveaux locaux du SIREDOM, acquis en 2013, ont été conduits à bien dans la limite d'une enveloppe financière ramenée à 330 000 €. Les élus et les services se sont installés début décembre 2014 dans le bâtiment de Lisses devenu par ailleurs le nouveau siège du syndicat.

D'une superficie de 700 m<sup>2</sup>, les locaux permettent d'accueillir les services du SIREDOM dans de bonnes conditions et offrent une salle de réunion de 45 places permettant la tenue des seules réunions du bureau. Un aménagement est prévu en 2015 pour accueillir les réunions tant du bureau que du comité syndical.

## POLITIQUES PUBLIQUES ENGAGÉES

### PRÉSENTATION ANNUELLE DU COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ DU SIREDOM

Le président du SIREDOM a décidé, à compter de 2014, de mettre en application les dispositions de l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales, permettant au président de l'établissement public de se rendre devant les assemblées délibérantes des collectivités adhérentes pour y présenter le rapport d'activité annuel.

Trois rencontres de ce type ont déjà été réalisées en 2014 par Monsieur Xavier Dugoin (CC entre Juine et Renarde, SIROM, SIEOM). Elles seront généralisées et institutionnalisées à compter de 2015, dans le respect du principe de transparence.

### COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Le comité syndical a délibéré le 17 décembre 2014 sur le principe de mise en œuvre d'une politique de coopération décentralisée. Elle vise à permettre l'établissement des accords de coopération technique avec deux collectivités d'Afrique subsaharienne.

Le principe de subventionnement d'associations humanitaires œuvrant pour l'éducation à l'environnement a également été approuvé.

## AFFAIRES JURIDIQUES ET MARCHÉS PUBLICS

### PRÉSENTATION DU SERVICE

Le service Affaires juridiques et marchés publics est composé de 3 personnes.

Ce service assure les missions suivantes :

- 1 conduire l'ensemble des procédures de commande publique relevant des activités du SIREDOM (travaux, fournitures et services), en coordination avec les autres services, ainsi que la gestion administrative post-

attribution (agrément sous-traitants, avenants, etc.) de tous les marchés du SIREDOM, dès lors que leur montant estimé est supérieur ou égal à 15 000 € HT ;

- 2 assurer la veille juridique et des missions de conseil auprès de la direction générale et de l'exécutif ;
- 3 exécuter les marchés d'assurance du SIREDOM ;
- 4 constituer et suivre les dossiers de précontentieux et contentieux.





## BILAN DE L'ANNÉE 2014

### Marchés publics

Pour l'année 2014, 33 procédures de passation ont été lancées contre 27 en 2013. Sur ces procédures, 3 ont été déclarées infructueuses (pour absence d'offres) et 3 ont été déclarées sans suite.

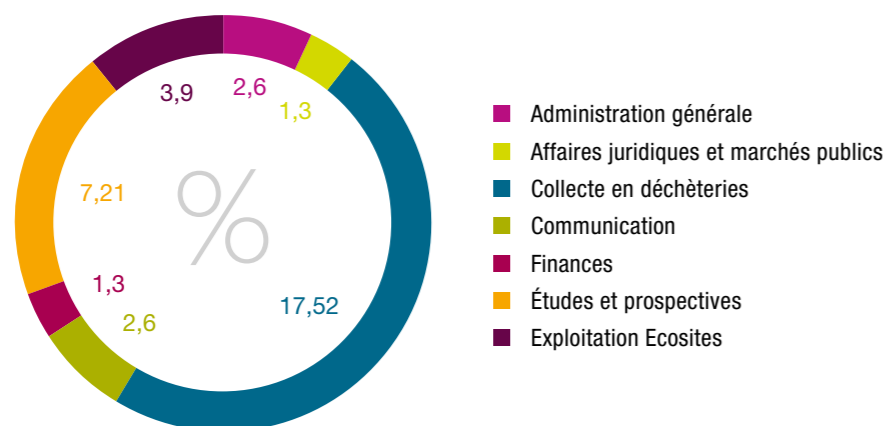
Sur la totalité de ces procédures, 4 ont fait l'objet de demandes de motifs de rejet par les entreprises.

En 2014, sur 5 marchés transmis au contrôle de légalité, 1 a fait l'objet d'une demande de compléments par les services de la préfecture.

Ces procédures représentent 669 dossiers retirés pour 119 plis reçus analysés.

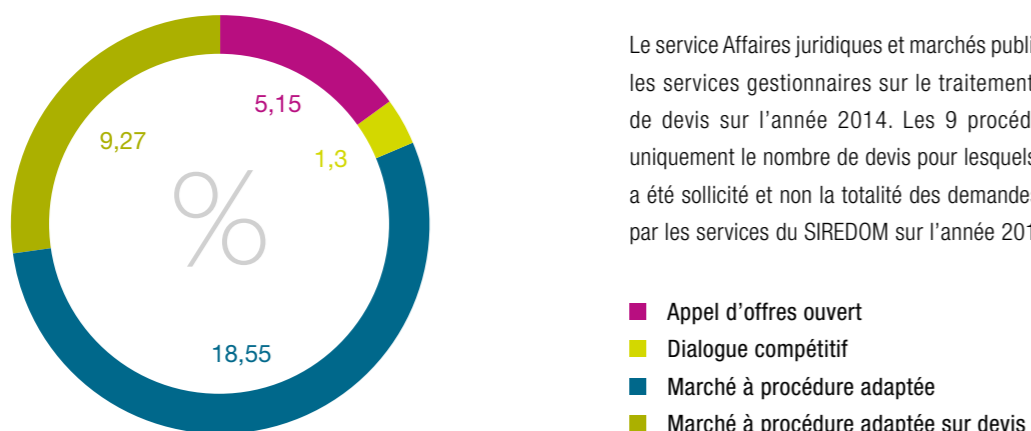
L'activité du service a généré la rédaction et l'envoi de 197 courriers. Ces procédures se répartissent par service de la façon suivante :

Figure 1 : Répartition des procédures par service



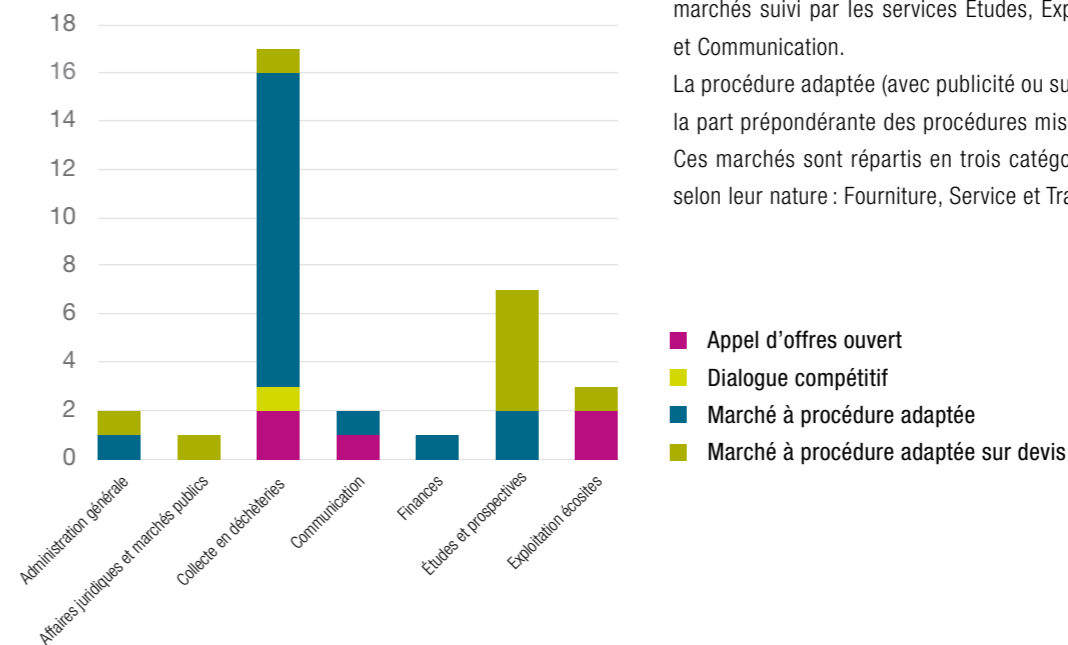
Pour l'attribution de ces marchés, les procédures mises en œuvre sont les suivantes, avec une forte prépondérance pour les marchés à procédure adaptée :

Figure 2 : Répartition des types de procédures mises en œuvre



Le service Affaires juridiques et marchés publics a eu à assister les services gestionnaires sur le traitement de 9 demandes de devis sur l'année 2014. Les 9 procédures concernent uniquement le nombre de devis pour lesquels le service AJMP a été sollicité et non la totalité des demandes de devis lancés par les services du SIREDOM sur l'année 2014.

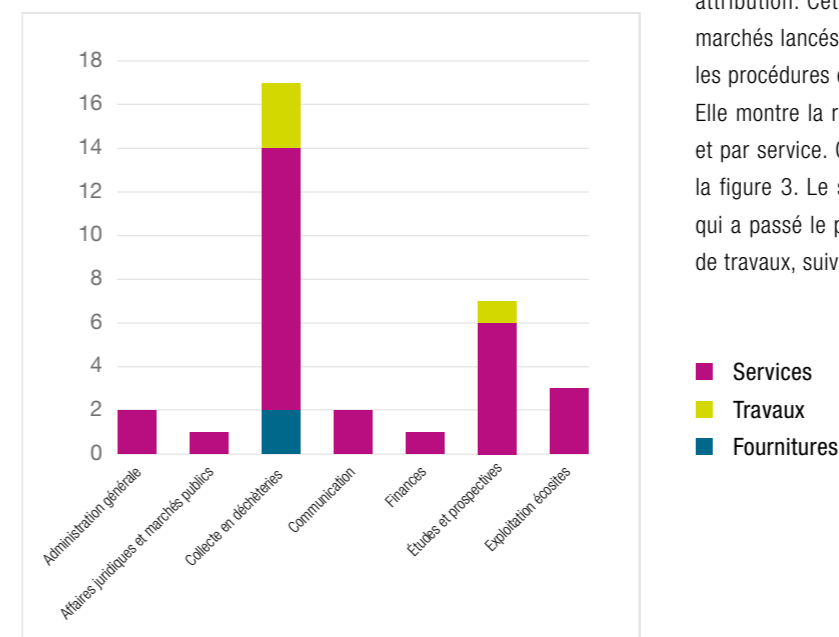
Figure 3 : Répartition du nombre de procédures par service



Cette figure montre la répartition du nombre de procédures par services. On peut noter que le service Collecte en déchèteries est le service qui passe le plus grand nombre de marchés suivi par les services Études, Exploitation écosites et Communication.

La procédure adaptée (avec publicité ou sur devis) constitue la part prépondérante des procédures mises en œuvre. Ces marchés sont répartis en trois catégories, par service, selon leur nature : Fourniture, Service et Travaux.

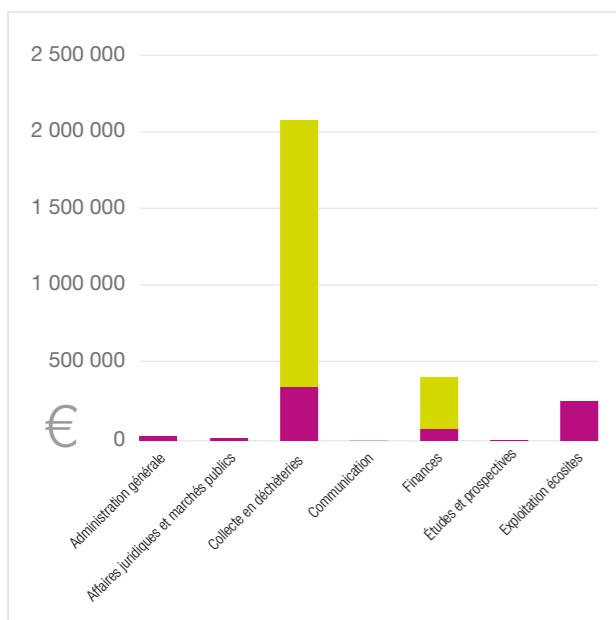
Figure 4 : Répartition du nombre de procédures par nature et par service



La figure 4 représente le nombre de procédures lancées par service, que ces procédures aient ou non abouti à une attribution. Cette figure n'est donc pas représentative des marchés lancés et réellement attribués. Elle porte sur toutes les procédures engagées sur l'année 2014.

Elle montre la répartition du nombre de marchés par nature et par service. On peut y remarquer le même ratio que pour la figure 3. Le service Collecte en déchèterie est le service qui a passé le plus grand nombre de marchés de service et de travaux, suivi par le service Études.

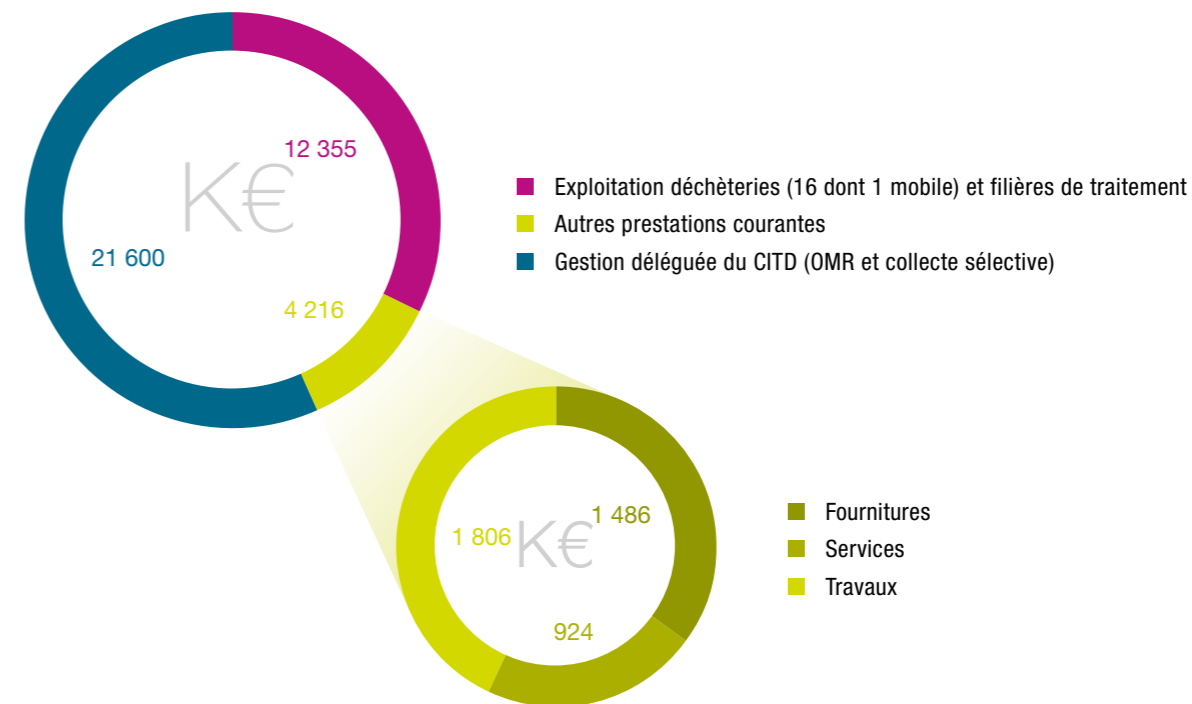
**Figure 5 : Répartition des montants par nature de marché et par service**



La figure 5 montre la répartition des montants attribués par nature de marché et par service.

Le service Collecte en déchèteries représente un coût total de 2 096 277,38 € HT réparti entre services et travaux.

**Figure 6 : Volume global de la commande publique du SIREDOM en 2014**



En réalité la commande publique globale du SIREDOM a représenté un volume global financier correspondant à la rémunération annuelle des prestataires du SIREDOM d'un montant de 38 171 000 €, répartie comme suit :

**Tableau 1 : Répartition des montants par nature de marchés et par service**

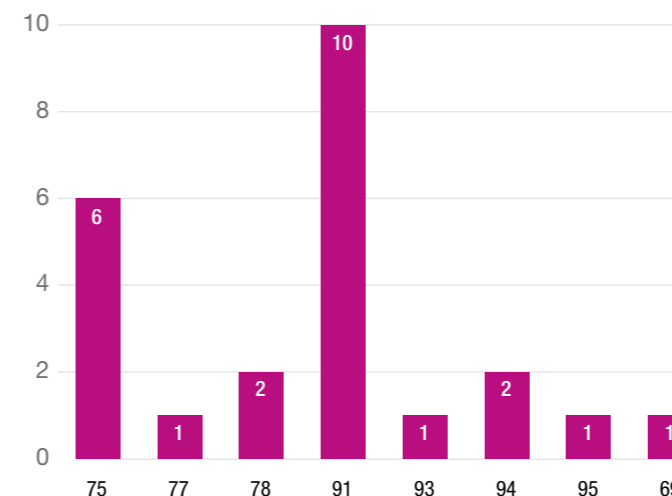
Services SIREDOM	Fournitures	Services	Travaux	Total général
Administration générale	-	31 519,68	-	31 519,68
Affaires juridiques et marchés publics	-	13 643,99	-	13 643,99
Collecte en déchèteries	0	347 045,16	1 749 232,22	2 096 277,38
Communication	-	0	-	0
Études et prospective	-	74 243,48	341 797	416 040,48
Finances	-	3 900	-	3 900
Exploitation écosites	-	255 390	-	255 390
<b>Total général</b>	<b>0</b>	<b>725 742,31</b>	<b>2 091 029,22</b>	<b>2 816 771,53</b>

La figure 5 n'est autre que le reflet du tableau 1. Il s'agit des mêmes informations traduites de deux façons différentes.

*N.B. : Ces sommes ne reflètent pas la totalité des montants relatifs aux marchés attribués. En effet, certains services ont conclu des marchés à bons de commande avec des*

*montants minimum et maximum et d'autres sans montants minimum ni maximum. Pour cette dernière catégorie, il est indiqué « zéro » dans la cellule puisqu'aucun montant ne peut être mentionné. En effet, comme ils ne comportent pas de montant maximum indiqué dans le tableau de bord, ceux-ci ne sont pas comptabilisés.*

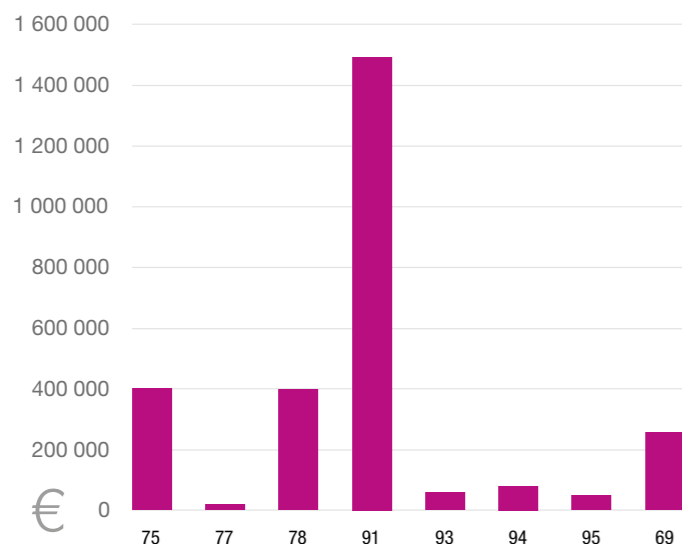
**Figure 7 : Répartition du nombre de marchés par département**



Les autres prestations représentent les fournitures, travaux et services réalisés la même année et répartis comme indiqué ci-dessus.

Les marchés attribués sont répartis géographiquement, par département, de la façon suivante, avec une part prépondérante pour le département de l'Essonne, avec 10 marchés remportés par les entreprises du département.

En termes de montant, cela se traduit par une part prépondérante pour le département de l'Essonne.  
Soit la répartition par montant et par département suivante :



**Figure 8 : Répartition par montants attribués et par département en 2014**

Au cours de l'année 2014, 4 avenants ont été traités et ceux-ci portaient sur des marchés à procédure adaptée.

**Affaires juridiques**

Nombre de contentieux	Nombre d'études juridiques	Recours huissiers de justice
3	12	2

**Tableau 2 : Nombre de contentieux, d'études et conventions juridiques réalisées**

**Assurances**

Lot	Libellé	Nombre de sinistres déclarés en 2013	Nombre de sinistres déclarés en 2014
01	Domages aux biens et risques annexes	2	1
02	Responsabilité civile	2	-
03	Flotte automobile	2	4
04	Risques statutaires du personnel	-	1
05	Protection juridique des agents et des élus	-	-

**Conclusion et perspectives**

Le service s'attache à mettre en place une véritable politique de rationalisation des achats et mène une réflexion sur la réalisation d'achats durables, notamment par l'intégration de perspectives de développement dans les marchés.

Les perspectives d'activité pour les prochaines années portent également sur la poursuite d'une diversification des modes de commande publique, avec un recours accru aux accords-cadres ainsi qu'aux procédures de délégation du service public.

**ÉTUDES ET PROSPECTIVES**

**PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE ÉTUDES ET PROSPECTIVES**

Le service Études et Prospectives apporte, en amont de la mise en œuvre des projets lancés par l'exécutif du SIREDOM, sa capacité d'analyse documentaire et statistique et d'ingénierie.  
Le service est composé d'un agent qui, au cas par cas, externalise ou pilote directement, en interne, les missions confiées.

**LES POLITIQUES PUBLIQUES EN 2014**

**Stratégie de développement durable**

En 2015, le SIREDOM satisfera pour la 1<sup>re</sup> fois à l'obligation faite, aux collectivités et EPCI de plus de 50 000 habitants, de présenter un rapport annuel sur la situation du développement durable (décret du 17 juin 2011). Celui-ci sera présenté au comité syndical lors de sa séance consacrée aux orientations budgétaires pour 2016. Par ailleurs, le premier bilan carbone Patrimoine et Services est en cours d'établissement. Une déclaration d'engagements environnementaux signée du président a été rendue publique après présentation de celle-ci au comité syndical. L'étude de conception de la stratégie de développement durable du SIREDOM fera l'objet d'un rapport présenté durant le 1<sup>er</sup> semestre 2016 au comité syndical par le délégué spécial au développement durable. Le service Études et Prospectives collabore étroitement avec le service RH sur ces sujets transversaux.

**Mise en place d'une politique de traitement des biodéchets**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la loi impose la collecte séparative et le traitement des biodéchets pour les opérateurs économiques publics et privés produisant plus de 10 tonnes de biodéchets/an. Cette obligation doit contribuer à l'atteinte de différents objectifs du Grenelle de l'environnement. Soucieux de répondre aux objectifs réglementaires et d'optimiser la valorisation des déchets, le SIREDOM a engagé, à l'automne 2014, un travail de recensement des producteurs de



biodéchets de son territoire. Le rapport de synthèse de la première étape, qui permet d'avoir une vision claire sur le gisement de biodéchets captable, a fait l'objet d'un travail extrêmement complet de collecte et de traitement de données.

Le travail sera poursuivi, en 2015, entre le SIREDOM et des collectivités adhérentes pilotes ainsi qu'avec le conseil départemental de l'Essonne. Il s'agit de concevoir, en amont de la déclinaison opérationnelle, la feuille de route qui permettrait véritablement à la collectivité d'entrer dans la mise en place de la collecte séparative des biodéchets des gros producteurs, de déterminer l'impact technique et économique d'une telle mise en œuvre, et de proposer une méthodologie d'accompagnement.

De son côté, le SIREDOM doit se doter des prestations de traitement de ce gisement conformes aux objectifs de valorisation organique.

## PREDEC

À l'automne 2014, le SIREDOM s'est associé au processus d'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (PREDEC) en apportant sa contribution dans le cadre de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 septembre au 5 novembre.



L'organisation du comblement des carrières par des inertes fait partie des objectifs du PREDEC.

Le SIREDOM souhaite contribuer à l'atteinte des objectifs dans le cadre de son rôle de gestionnaire de déchets inertes sur son périmètre d'activité. Il s'agit aussi pour le SIREDOM de devenir un acteur à part entière de la mise en œuvre du PREDEC.

## EXPLOITATION ET GESTION DÉLÉGUÉE

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE EXPLOITATION ET GESTION DÉLÉGUÉE

Le service est composé de 8 agents :

- 4 agents affectés à l'Écosite Sud Essonne gèrent, en régie, l'exploitation de celui-ci (dont 3 agents en charge, respectivement, de la gestion des données quantitatives et qualitatives, du suivi de l'exploitation du centre de tri des collectes sélectives et du suivi de l'exploitation de l'Écosite Sud Essonne, du suivi des marchés de traitement des déchets et des contrôles réglementaires de l'écosite Sud Essonne, et 1 responsable de service qui coordonne les différents dossiers). Les principaux marchés suivis par le service sont les suivants : marchés de traitement encombrants, déchets végétaux, déchets des services techniques, déchets issus des déchèteries (tout-venant valorisable, tout-venant enfouissable, gravats).

- 4 autres agents (dont le chef de service) installés à Vert-le-Grand assurent les missions suivantes :
  - > suivi contrôle et suivi de l'exploitation du CITD de Vert-le-Grand (usine d'incinération et centre de tri des collectes sélectives)
  - > gestion des contrats de reprise des matières premières secondaires issues du tri
  - > élaboration, mise en œuvre et contrôle des marchés de traitement des déchets du syndicat
  - > gestion des contrats avec les éco-organismes (Eco-Emballages – EcoFolio – Eco-Mobilier) et des soutiens afférents
  - > gestion des données quantitatives et qualitatives des collectes en porte-à-porte
  - > exploitation de l'Écosite Sud Essonne
  - > suivi budgétaire du service

## LES POLITIQUES PUBLIQUES MENÉES EN 2014

**1 Relations SIREDOM/SEMARDEL :** une convention d'objectifs a été signée entre les présidents de l'établissement public et de la SEMARDEL fixant les orientations générales et objectifs des relations entre les deux structures. Par ailleurs, les relations autorité délégante/délegataire ont été renforcées et la commission d'évaluation prévue par l'article 11 du BEA, jamais activée depuis sa signature en 1993, a été activée à la demande du président Xavier Dugoin. Elle sera pour la 1<sup>re</sup> fois réunie le 23 janvier 2015, sous la présidence de Thierry Lafon, vice-président chargé des relations avec la SEMARDEL. Elle sera régulièrement réunie, semestriellement, à compter de 2015.



**2 Extension des compétences du SIREDOM à la fourniture et distribution d'énergie :** en application des dispositions de la future loi de transition énergétique et du décret du 14 novembre 2014 transposant en droit français la directive européenne de 2012, le syndicat, exploitant d'une unité d'incinération, doit engager l'étude coût/avantage de la production de chaleur au bénéfice de réseaux situés dans un périmètre de 40 km. Le service s'est donc vu confier le lancement et l'aménagement d'une étude de faisabilité de production de chaleur par le CITD à compter de novembre 2014.

**3 Reconfiguration de l'Écosite Sud Essonne :** une réflexion s'est engagée sur l'exploitation du site en 2014 à la demande du président Xavier Dugoin. Une étude sera réalisée en 2015 afin de définir les opportunités du site et les évolutions à apporter pour optimiser le site.

**4 Recyclage des petits emballages en aluminium :** le SIREDOM a candidaté auprès d'Eco-Emballages afin de participer à l'expérimentation menée par ce dernier en vue de trier et recycler les emballages en aluminium issus des refus de collecte sélective. Après validation de la candidature par Eco-Emballages, l'extension des consignes de tri pour les petits emballages en aluminium se mettra en place en 2015.

**5 Plan de relance du tri et du recyclage :** Eco-Emballages a lancé fin 2014 le Plan de relance du tri et du recyclage, qui porte sur l'optimisation des collectes et sur l'expérimentation de l'extension des consignes de tri des emballages en plastique. Le syndicat porte donc une réflexion sur le principe de soumission de cet appel à candidature. En effet, les actions engagées pour renforcer l'implantation de plates-formes d'apport volontaire entrent dans les objectifs de ce plan. De plus, l'extension des consignes de tri des emballages en plastique est une opportunité pour le syndicat d'améliorer ses performances de tri et recyclage.





24

**6 Contrats de reprise des matières premières secondaires (MPS) issues du tri :** le SIREDOM a lancé début 2014 une consultation pour la reprise des MPS issues du tri suite à la fin des précédents contrats.

Les lots 1 (emballages en aluminium), 2 (emballages en acier), 3 (papiers-cartons non complexés) et 4 (papiers-cartons complexés) ont été attribués à la SEMARDEL. Le lot 5 (emballages plastiques en 3 flux) a été attribué à la société PAPREC.

À périmètre constant (même tonnage livré et cours des matériaux stables), le SIREDOM peut espérer une augmentation d'environ 500 k€ de recettes par an pour la vente des matériaux triés.

**7 Marché de traitement des encombrants :** le marché de traitement des encombrants a été relancé en 2014. Il a été attribué en fin d'année à la société SEMAVAL pour un début de prestations au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Les encombrants des collectivités adhérentes au SIREDOM seront donc traités sur le centre de tri des encombrants de SEMAVAL avec un objectif de valorisation matière de 35 %, 52,2 % de valorisation énergétique avec une

partie valorisée via une usine d'incinération et une partie par les CSR produits et 12,2 % des refus enfouis.

**8 Travaux à l'UIOM pour le renouvellement du contrat d'obligation d'achat :** SEMARIV a réalisé en 2014 les travaux nécessaires sur l'UIOM du CTD afin de pouvoir renouveler le contrat d'obligation d'achat signé par SEMARDEL avec EDF pour la vente de l'électricité produite par l'incinération des ordures ménagères du syndicat, le contrat arrivant à échéance au 31 janvier 2014.

**9 Contrat territorial avec Eco-Mobilier :** en 2014, le SIREDOM a mis en œuvre le contrat territorial signé avec Eco-Mobilier pour la collecte des déchets d'éléments d'ameublement (DEA). Des bennes DEA ont donc été mises en place sur les déchèteries de Corbeil-Essonnes, Étampes, Saint-Michel-sur-Orge et Vert-le-Grand. La collecte et le traitement de ces bennes sont assurés par Eco-Mobilier. L'éco-organisme apporte des soutiens financiers au SIREDOM au regard des tonnages apportés en déchèteries mais également sur les tonnages d'encombrants collectés en porte-à-porte.

## DÉCHÈTERIES DU SIREDOM

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE DÉCHÈTERIES

Le service déchèteries est composé en 2014 de 9 personnes. Le service déchèteries/apport volontaire s'est développé sur l'année 2014 avec le recrutement de 3 personnes :

- un assistant d'exploitation du réseau déchèteries
- deux contrôleurs des accès sur le réseau déchèteries (contrats d'avenir)

#### Le service déchèteries/apport volontaire a en charge :

- le contrôle des apports volontaires liés au réseau des déchèteries prenant en compte le suivi :
  - de l'accueil des usagers sur le réseau déchèteries
  - de l'acceptation et du tri des déchets apportés
  - de la gestion des enlèvements des déchets banals et dangereux
  - du traitement des flux selon les prescriptions minimales des marchés associés
  - du respect de la réglementation ICPE et de la certification ISO 14001
- le contrôle de l'exploitation du parc de 830 bornes d'apport volontaire de verre et emballages prenant en compte :
  - l'organisation de la collecte des bornes
  - le nettoyage et la maintenance des bornes aériennes
  - le remplacement des bornes aériennes usagées ou vétustes
  - l'extension du parc selon les besoins locaux et les modifications de collecte du tri sélectif sur les communes adhérentes du SIREDOM

À ces fonctions s'ajoutent désormais :

- la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissements pour l'extension et l'amélioration du réseau déchèteries :
  - mise en œuvre des marchés d'études, de maîtrise d'œuvre et de travaux
  - suivi des marchés associés à chaque opération
  - suivi financier des opérations de travaux (subventions, factures...)
  - mise en œuvre d'un réseau de plates-formes de bornes d'apport volontaires enterrées



25

## POLITIQUES MENÉES EN 2014

### Filières intégrées en 2014

- Mise en œuvre d'une filière « plâtre » dans le cadre du nouveau marché d'exploitation déchèteries et filières associées. Cette nouvelle filière permet de collecter sélectivement le plâtre pur (plaque de plâtre, carreau de plâtre, sac de plâtre) du tout-venant afin qu'il soit recyclé en plaque de plâtre (filiale SINIAT). Elle est née de la réglementation de juillet 2009 imposant une séparation du plâtre et du tout-venant pour recyclage ou enfouissement classe 2 en alvéole spécifique.
- Mise en œuvre d'une benne réemploi sur les déchèteries de Saint-Michel-sur-Orge, Ris-Orangis et Corbeil-Essonnes pour collecter les objets pouvant être donnés ou revendus en seconde vie par la ressourcerie La Fabrique à Neuf.
- Mise en œuvre opérationnelle de la filière agréée ECODDS en mars 2014 sur l'ensemble du réseau déchèteries, ayant pour objectif d'appliquer le principe pollueur-payeur sur ces déchets spécifiques. Cette filière prend en charge gratuitement la collecte et le traitement des déchets diffus spécifiques (DDS) des particuliers. Les DDS professionnels ou assimilés (produits de laboratoire, DDS non identifiés...) restent à la charge du SIREDOM avec facturation aux professionnels selon leurs apports.
- Mise en œuvre opérationnelle de la filière agréée Eco-mobilier en avril 2014 avec installation de bennes pour la prise en charge gratuite de la collecte et du traitement des meubles des particuliers et professionnels possédant la carte Eco-mobilier. La mise en œuvre est progressive sur l'ensemble des déchèteries selon la

demande d'éco-mobilier (montée en puissance de la filière). À ce jour, les bennes sont mises en place sur les déchèteries de Corbeil-Essonnes, Étampes, Saint-Michel-sur-Orge et Vert-le-Grand.



### Investissements réalisés ou engagés en 2014

- Création de la déchèterie de Ris-Orangis avec une ouverture au public le 4 décembre 2014 : déchèterie nouvelle génération composée de 9 quais de déchargement, d'un local gardien de 90 m<sup>2</sup>, d'un local DEEE/DDS de près de 100 m<sup>2</sup>, d'une séparation des accès poids lourds et véhicules légers et du nouveau système de traçabilité des déchets incluant ponts-bascules en entrée/sortie et logiciel Moderis®.
- Étude de faisabilité pour les travaux d'amélioration et d'extension des déchèteries de Corbeil-Essonnes, Étampes, Lardy, Vigneux-sur-Seine et Saclas.
- Attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'amélioration et d'extension des déchèteries de Corbeil-Essonnes, Lardy et Étampes.

- Délibération du comité syndical du 17 décembre 2014 instituant un plan pluriannuel d'investissements 2015-2017 du SIREDOM. Ce PPI comprend :

Opérations	AP	CP 2015	CP 2016	CP 2017	Financements extérieurs
<b>Construction de déchèteries dont une déchèterie professionnelle</b>	13 111 500 €	2 874 000 €	5 631 000 €	4 606 500 €	20 % auprès du CRIF et de l'AESN
<b>Extension de déchèteries</b>	2 481 100 €	1 869 000 €	612 100 €	-	20 % auprès du CRIF et de l'AESN
<b>BAV enterrées</b>	3 900 000 €	1 300 000 €	1 300 000 €	1 300 000 €	CRIF, Eco-emballages et ADEME
<b>Remise en état de la plate-forme B190</b>	382 500 €	382 500 €	-	-	Aucun financement
<b>Création d'un quai de transfert Nord-Essonne</b>	380 500 €	20 000 €	360 500 €	-	20 % auprès du CRIF et de l'AESN
<b>Création d'un quai de transfert SIEOM - Gâtinais</b>	380 500 €	20 000 €	360 500 €	-	20 % auprès du CRIF et de l'AESN
<b>Aménagement centre de transfert - ESSE</b>	329 000 €	329 000 €	-	-	20 % auprès du CRIF
<b>Total</b>	<b>20 965 100 €</b>	<b>6 794 500 €</b>	<b>8 264 100 €</b>	<b>5 906 500 €</b>	

Ainsi, ce PPI devra permettre la création de :

- 8 nouvelles déchèteries dont 1 à 2 professionnelles ;
- 2 nouvelles déchèteries en remplacement de deux venues obsolètes (Vigneux-sur-Seine et Athis-Mons) ;
- 40 plates-formes de bornes d'apport volontaire enterrées ou semi-enterrées par an, soit 120 plates-formes créées fin 2017 réparties sur l'ensemble du territoire du SIREDOM ;
- 2 quais de transfert pour les déchets occasionnels (déchets végétaux et/ou encombrants, gravats...) pour le nord et le sud du Syndicat.

Il devra également permettre :

- la rénovation du centre de transfert de l'écosite Sud Essonne à Étampes ;
- l'extension et mise en place du système de ponts-bascules en entrée/sortie avec logiciel Moderis® pour les déchèteries de Saclas, Saint-Pierre-du-Perray, Étampes, Corbeil-Essonnes et Lardy ;

- la rénovation de la parcelle B190 sise à Vert-le-Grand, propriété du SIREDOM.

Il fera l'objet d'une actualisation annuelle, par délibération du comité syndical.



## Parc des bornes d'apport volontaire

Sur l'année 2014, le SIREDOM a renouvelé l'ensemble des marchés liés à la collecte et à la fourniture des bornes d'apport volontaire aériennes.

Ainsi, en mai 2014 a été attribué le nouveau marché pour une durée de 2 ans renouvelable une fois :

- lot 1 pour la collecte des bornes à verre et emballages : société DERICHEBOURG ;
- lot 2 pour la fourniture des bornes à verre et emballages aériennes : société TEMACO.

Évolution du parc de bornes aériennes sur l'année 2014 :

- 61 remplacements de bornes aériennes pour harmonisation ou vétusté ;
- 23 nouvelles implantations de bornes aériennes.

Le PPI 2015-2017 du SIREDOM, délibéré le 17 décembre 2014, aura également permis la mise en œuvre d'une politique d'investissement pour l'implantation de plates-formes d'apport volontaire enterrées ou semi-enterrées afin de compléter le parc actuel et permettre à l'ensemble des communes adhérentes au SIREDOM d'accéder à un équipement novateur et esthétique pour améliorer le taux de collecte du verre et emballages en apport volontaire. Cette politique doit mener à la création sur 3 ans d'au moins 120 plates-formes d'apport volontaire enterrées ou semi-enterrées sur l'ensemble du territoire du SIREDOM.

## FINANCES

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE FINANCIER

Le service des finances est composé d'un effectif de 5 personnes soit un responsable financier, un adjoint et trois agents comptables. Les outils informatiques utilisés sont :

- pour la facturation des déchèteries collectivités et artisans, le logiciel MODERIS,
- pour la facturation des ordures ménagères Excel, et pour les saisies le logiciel CIRIL en comptabilité.

Il assure :

- l'exécution des recettes, saisie des tonnages déchèteries et artisans, facturation et ajustement déchèteries, facturation et ajustement OM, facturation artisans, titrage de l'ensemble des factures émises, envoi en trésorerie des flux, traitement des réclamations, suivi des recouvrements, et suivi des encaissements et des reversements des soutiens ;

- l'exécution des dépenses, engagement et enregistrement des factures des prestataires, mandatement de l'ensemble des factures, envoi en trésorerie des flux, traitement des réclamations, autorisation spéciale (AS), suivi de la trésorerie et déclaration de la TVA ;
- l'élaboration budgétaire, préparation et présentation du budget primitif (BP), du budget supplémentaire (BS), de la décision modification (DM) et du compte administratif (CA), contrôle de la bonne exécution budgétaire, gestion de la dette, mise en place de la politique tarifaire, analyse par trimestre des balances et des engagements non soldés des services, mise en place de la comptabilité analytique, élaboration de la matrice des coûts, mise en place et suivi des tableaux de bord de gestion, analyses financières, lien avec les services d'exploitation, analyse des coûts en lien avec les tableaux de l'exploitation.

En 2014, le service a émis 2623 mandats en 236 bordereaux, et 2236 titres en 109 bordereaux.

## LES POLITIQUES PUBLIQUES MENÉES EN 2014

**Une nouvelle stratégie budgétaire :** elle est fondée sur un soutien affiché à l'économie locale (bâtiments et travaux publics, économie du recyclage) par une politique ambitieuse d'investissements (20 millions d'euros sur 3 ans), tout en maîtrisant le recours à l'emprunt et en confortant la capacité d'autofinancement du syndicat.

**Politique de gestion de la dette :** l'objectif engagé dès 2014 est de réduire le stock de dette (non-mobilisation de

+ de 2 millions d'euros d'emprunt souscrit ; remboursement anticipé de 0,9 million d'euros) et de limiter le recours à de nouveaux emprunts grâce à la recherche active de financements externes, en réduisant le volume des dépenses de fonctionnement (- 2 % en 2014) et en rationalisant la politique d'achat.

**Gestion dynamique des recouvrements :** pour réduire le stock élevé des restes à recouvrer, le SIREDOM, en partenariat avec la trésorerie, a mis en place une gestion dynamique des recouvrements qui a permis, en 2014 l'encaissement de + de 2 millions d'euros de titres anciens non recouverts.

## PRÉVENTION DES DÉCHETS

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DU PÔLE CONSEIL PRÉVENTION ET TRI DES DÉCHETS

Depuis décembre 2014, le service prévention des déchets est devenu le Pôle conseil prévention et tri des déchets.

Il est désormais composé de 3 unités regroupant 5 agents :

- une unité du Plan local de prévention des déchets (PLPD) avec 1 animatrice ;
- une unité conseillers prévention et tri des déchets avec 3 conseillers chargés des actions de conseil auprès des habitants et des actions de communication de proximité ;
- une unité Brigade sud-francilienne pour l'enlèvement et le recyclage (BRISFER) avec un chargé des opérations.

Une responsable de service coordonne les différents dossiers.



Le Pôle conseil prévention et tri des déchets assure, depuis décembre 2014, 3 missions principales :

- élaboration, mise en œuvre et suivi du programme local de prévention des déchets ;
- accompagner et conseiller les collectivités et les habitants dans l'amélioration de la qualité du tri et la prévention des déchets ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des chantiers BRISFER.

## LES POLITIQUES PUBLIQUES MENÉES EN 2014

Poursuite de la mise en œuvre du programme local de prévention des déchets : le SIREDOM porte un programme local de prévention pour une partie des collectivités adhérentes et anime le réseau de collectivités qui mènent leur propre programme. 7 adhérents du SIREDOM se sont également engagés auprès de l'ADEME à élaborer et mettre en œuvre un PLPD. 85 % de la population du SIREDOM est couverte par l'un des 8 PLPD existants<sup>1</sup>.

Le plan d'actions du PLPD porté par le SIREDOM comprend 17 actions à mettre en œuvre en cinq ans.

Au-delà de la poursuite des actions de prévention déjà en cours, l'année 2014 a été consacrée :

- à la mise en œuvre du programme de formation collective exemplaire, qui s'adresse aux élus, responsables de service et agents des collectivités du territoire du SIREDOM. 7 modules de formation ont été élaborés et sont dispensés par le SIREDOM aux collectivités. L'objectif des formations est d'accompagner les collectivités adhérentes dans la réduction des déchets produits par les activités et services des collectivités. En 2014, les formations auront permis de former 68 personnes : 4 élus, 22 responsables de service et 42 agents. 94 % des participants ont déclaré être satisfaits ou très satisfaits des formations dispensées par le SIREDOM ;



<sup>1</sup> - 8 collectivités mettent en œuvre un PLP sur le territoire : Morangis, CA Les Portes de l'Essonne, CA du Val d'Orge, CA Seine Essonne, CA Évry Centre Essonne, CA Les Lacs de l'Essonne, CC du Val d'Essonne, et SIREDOM.

- au lancement de l'opération Tous contre le gaspillage alimentaire. Le SIREDOM s'est appuyé sur la Semaine européenne de la réduction des déchets (SERD) 2014 afin de promouvoir auprès des élus locaux les initiatives locales menées dans le domaine de la restauration collective. Fin novembre 2014, le SIREDOM a ainsi organisé, en présence de Madame Sylvie Carillon, vice-présidente du SIREDOM chargée de la prévention des déchets, et Monsieur Maurice Legouge, vice-président chargé de l'amélioration de la qualité du tri, une matinée de découverte des actions menées pour éviter le gaspillage des produits alimentaires dans le secteur de la restauration collective. Le Groupe Elior Restauration Enseignement, opérateur économique important en Essonne dans ce domaine, a été choisi comme partenaire de cette initiative pour son engagement depuis plusieurs années dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, à travers la sensibilisation au quotidien de ses convives et ses partenariats avec des collectivités de l'Essonne. Cette action débouchera en 2015 sur une campagne d'information en direction du grand public avec l'élaboration et la diffusion d'outils tels une exposition et un dépliant grand public ;
- au développement d'un partenariat avec les bailleurs sociaux afin de répondre à leurs problématiques et répondre aux objectifs d'amélioration du tri et de réduction des déchets du SIREDOM : lancement d'une expérimentation de mise en place de plates-formes de compostage collectif.

Fin 2014, sur les 17 actions prévues dans le PLPD, 13 ont été mises en œuvre et 1 est clôturée.

### Indicateurs d'activités et d'impacts des actions du PLPD en annexe

**Lancement de la politique d'intervention environnementale BRISFER** : le comité syndical a délibéré le 17 décembre 2014 à l'unanimité sur la mise en place de chantiers citoyens principalement destinés aux jeunes de 16-25 ans en difficulté d'insertion. Ces chantiers, qui seront opérationnels dès

mai 2015, permettront des interventions, à la demande des communes, pour la résorption de dépôts sauvages et la diffusion d'information aux usagers sur le tri et la prévention de la production de déchets.

### Le SIREDOM, colauréat de l'appel à projets Territoires zéro gaspillage, zéro déchets :



le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) a lancé en 2014 le premier appel à projets Territoires zéro gaspillage, zéro déchet, en

## COMMUNICATION

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE COMMUNICATION

Le service était composé, au 1<sup>er</sup> janvier 2014, de 7 agents, une responsable du service, une assistante communication et 5 agents chargés de la communication de proximité.

En octobre 2014, le contrat d'un agent de communication n'a pas été renouvelé, un agent de communication a été transféré sur un poste de chef de projet au sein du service. Les 3 autres agents ont intégré le 1<sup>er</sup> décembre 2014 le service prévention.

Le service communication a pour mission d'élaborer et mettre en œuvre les stratégies et les plans d'actions permettant de faire connaître le SIREDOM, de valoriser ses missions, compétences, activités et politiques publiques au travers d'actions et outils de communication destinés à l'ensemble des publics.

Il est garant de son image et a pour objectif de donner de la visibilité et de la lisibilité aux actions du syndicat.

réduction, réutilisation et recyclage de leurs déchets.

Souhaitant réduire la production de déchets et les valoriser au maximum, le SIREDOM a entrepris une démarche volontaire visant à répondre à l'appel à projets de l'ADEME en partenariat avec le conseil général de l'Essonne.

La démarche Territoires zéro gaspillage, zéro déchet se devait d'être exemplaire, de comporter des objectifs ambitieux en termes de prévention des gaspillages et de valorisation des déchets et d'être participative, en associant les acteurs du territoire à l'élaboration des objectifs et à la mise en œuvre des actions.

20 des 69 engagements contenus dans la réponse conjointe à l'appel à projets relèvent du SIREDOM.

### Missions des agents de communication en 2014

- **Porte-à-porte chez l'habitant sur les communes d'Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois et Viry-Châtillon**
- **Suivi de collecte et contrôle qualité des bacs de tri avant le ramassage** sur les communes de Vert-le-Petit, Guigneville-sur-Essonne, Chevannes, La Ferté-Alais
- **265 animations scolaires** réalisées dans les classes, de la maternelle au lycée, et dans les centres de loisirs
- **Animations de stands d'exposition lors des manifestations locales**  
Dans le cadre de l'opération Essonne Vert Essonne Propre :  
Boissy-le-Cutté, 2 mai 2014, et Cirque de l'Essonne à Villabé, 17 mai 2014  
Janville-sur-Juine, journée info jeune, 24 mai 2014  
Étampes, Foire de l'Essonne Verte, 6-9 juin 2014  
Milly-la-Forêt, fête de la Saint-Pierre, 28-29 juin 2014  
Amponville, Fête des passionnés, 28 septembre 2014  
Bouray-sur-Juine, fête du village, 5 octobre 2014
- **Formation des publics relais** (bailleurs sociaux, gardiens d'immeuble, agents des collectivités)



## ÉVÉNEMENTS

**7<sup>e</sup> édition du tournoi Trions mieux, jetons moins agissons pour demain ! :** le tournoi interclasses Qui veut sauver la planète ? est rebaptisé pour sa 7<sup>e</sup> édition *Trions mieux, jetons moins, agissons pour demain !*. L'appel à candidatures lancé en octobre 2013 a permis de recruter 13 classes de CM2.

Le tournoi se compose de 3 phases d'épreuves ludiques conçues autour de la thématique des déchets, à l'issue desquelles se sont qualifiées 3 classes finalistes :

- CM2 de l'école les Hélices Vertes à Cerny ;
- CM2 de l'école Paul-Gauguin à Courcouronnes ;
- CM2 de l'école Romain-Rolland à Sainte-Geneviève-des-Bois.

La finale du tournoi s'est déroulée vendredi 13 juin de 9h à 15h30 à la Ferme de Montblin à Lisses. De nouveaux ateliers et jeux ont permis de déterminer le classement définitif. Les élèves de l'école Paul-Gauguin de Courcouronnes ont décroché la première place devant les Hélices Vertes de Cerny et l'école Romain-Rolland de Sainte-Geneviève-des-Bois.



### **Matinée d'information SIREDOM-SEMARDEL – 13 septembre 2014**

Une première initiative conduite par la nouvelle équipe dirigeante a consisté à organiser, en collaboration avec SEMARDEL, une matinée d'information à destination des nouveaux élus du SIREDOM. Au programme, la présentation des 2 entités, les perspectives de développement des dispositifs de traitement et valorisation (déchèteries, points d'apport volontaire) et la visite des équipements de l'Écosite de Vert-le-Grand : CITD (centre de tri et incinération), déchèterie et centre de tri des encombrants SEMAVAL. Cette matinée a réuni près de 130 élus et partenaires dont Serge Dassault, sénateur de l'Essonne, Vincent Delahaye, sénateur de l'Essonne, maire de Massy et président de la CA EUROP'ESSONNE, Jean-Raymond Hugonet, président de l'Union des maires de l'Essonne et Philippe Lavialle, président de la CCI de l'Essonne.

### **Inauguration de la 15<sup>e</sup> déchèterie du SIREDOM à Ris-Orangis – 12 novembre 2014**

Xavier Dugoin, président du SIREDOM, a accueilli de nombreuses personnalités politiques, du monde de l'entreprise, des associations locales et d'économie solidaire venues de tout le département pour l'inauguration de la nouvelle déchèterie du SIREDOM à Ris-Orangis. Dans leur allocution, le président du SIREDOM, Stéphane Raffalli, maire de Ris-Orangis et conseiller général, et Francis Chouat, maire d'Évry et président de la communauté d'agglomération Évry Centre Essonne (CAECE) sont revenus tour à tour sur le rôle majeur d'un tel équipement pour un meilleur traitement des déchets, respectueux de l'environnement. Sans oublier l'importance de l'ouverture au public de cette déchèterie moderne et pratique pour le bassin de vie de la CAECE.

### **Opération Tous à la déchèterie! – 12 novembre 2014-28 février 2015**

En parallèle de l'inauguration de la déchèterie de Ris-Orangis, le SIREDOM a organisé une opération destinée à encourager l'acte écocitoyen d'apport volontaire dans les déchèteries de son réseau et récompenser les usagers pour leur geste en faveur du recyclage par le gain de lots 100 % responsables.

Organisée du 12 novembre 2014 au 28 février 2015, l'opération a récompensé les 1<sup>er</sup>, 10<sup>e</sup>, 100<sup>e</sup>, 200<sup>e</sup> et 500<sup>e</sup> usagers se présentant à la déchèterie. Identifiés par leur badge d'accès et le logiciel Moderis, les gagnants ont remporté un bon d'achat d'une valeur de 100 euros à valoir dans l'une des recycleries du territoire du SIREDOM.



### **Semaine européenne de la réduction des déchets 2014 (SERD) - Lancement de l'opération Tous contre le gaspillage alimentaire! – 28 novembre 2014**

Le SIREDOM s'est appuyé sur la 6<sup>e</sup> édition de la SERD pour lancer l'opération Tous contre le gaspillage alimentaire! et promouvoir auprès des élus locaux les initiatives menées dans le domaine de la restauration collective pour limiter la production de déchets alimentaires. C'est en présence de Sylvie Carillon, vice-présidente chargée de la prévention des déchets, et Maurice Legouge, vice-président chargé de l'amélioration de la qualité du tri, qu'ont été organisées les visites de la cuisine centrale de Corbeil-Essonnes et du restaurant scolaire de l'école l'Ormeteau de Mennecy, qui mettent en œuvre des dispositifs de lutte et de sensibilisation au gaspillage alimentaire.

## LES ACTIONS ET OUTILS RÉALISÉS EN 2014

### **Audit de la communication – Août-septembre 2014**

Un audit de la communication a été réalisé quelques mois après la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante. Il s'agissait de réaliser le bilan et l'analyse des outils et actions de communication du SIREDOM afin de dégager les orientations d'une nouvelle stratégie pluriannuelle permettant de valoriser davantage l'image du syndicat auprès des différents publics et d'intégrer de nouvelles cibles au sein de cette stratégie.

Après analyse et évaluation de l'impact des différents outils, les principales orientations issues de l'audit communication se déclinent en 4 priorités.

#### ● **Faire évoluer l'identité du SIREDOM**

> Clarification de la signification du sigle SIREDOM pour permettre une compréhension aisée et systématique de ses missions

*Le Syndicat s'est doté d'une nouvelle signature afin de traduire plus clairement ses missions et activités auprès du grand public : le SIREDOM devient l'Agence sud francilienne de valorisation des déchets.*

> Promotion des grands projets qui seront mis en place via des relations presse plus denses et leur relais par l'ensemble des canaux de communication.

#### ● **Améliorer la visibilité du SIREDOM auprès du grand public en travaillant sur les outils de communication**

> Refonte du site Web afin de moderniser l'esthétique, l'ergonomie et l'interface et augmenter la fréquentation par les internautes.

> Présence accrue sur les réseaux sociaux : *le SIREDOM dispose depuis juillet 2014 d'un compte Facebook alimenté quotidiennement en actualités (relais des opérations de communication, mise en valeur d'initiatives locales, réunions du comité syndical...).*

> Nouvelle présentation et nouveau nom pour le **magazine du SIREDOM** qui doit élargir son lectorat grâce à un aspect plus moderne et attractif, un allègement des textes au profit du visuel (photos, infographies, encadrés, chiffres clés...).

En 2014, 2 numéros (ancien format) ont été édités et diffusés à 300 000 exemplaires dans les boîtes aux lettres des foyers des communes du SIREDOM

> Réflexion engagée pour la mise en service d'une application smartphone permettant aux usagers de bénéficier d'informations pratiques à tout moment sur les moyens de favoriser la valorisation de leurs déchets : géolocalisation des points d'apport volontaire, Réseau déchèteries, tri, etc.

> Conception d'une exposition sur le SIREDOM (missions, compétences, équipements) à destination du grand public pour les manifestations locales.

#### ● Renforcer la communication vers les collectivités

> En 2014, 4 newsletters électroniques « Siredom @ctu » ont été adressées aux élus du SIREDOM. Cette lettre d'information a pour vocation de promouvoir les opérations du syndicat, revenir sur les points importants des comités syndicaux, annoncer les nouvelles actions et initiatives...

> Une revue du support est préconisée afin d'améliorer la lisibilité du contenu avec un repérage immédiat de l'information, ainsi que l'élargissement de la liste de diffusion. Un abonnement via le site Web permet aux particuliers de recevoir la newsletter.

#### ● Dynamiser les relations presse

> Les opérations menées durant l'année ont été relayées par la presse suite aux contacts avec la presse locale et spécialisée.

#### Communiqués de presse

- > Résultats de l'enquête habitudes de consommation et sensibilité à la prévention des déchets
- > Nouvelle filière de valorisation du plâtre sur le Réseau déchèteries
- > Signature du contrat territorial de collecte du mobilier avec Eco-mobilier
- > Eco-mobilier, SIREDOM et SEMARDEL s'engagent pour maximiser la valorisation des meubles usagés
- > Finale du tournoi Triions mieux, jetons moins, agissons pour demain !, l'école de la citoyenneté
- > Le SIREDOM s'engage dans le recyclage des petits aluminiums

> Le SIREDOM baisse ses tarifs de traitement des déchets ménagers de 10 %

#### Dossiers de presse

- > Inauguration de la déchèterie de Ris-Orangis
- > SERD 2014 : le SIREDOM lance l'opération Tous contre le gaspillage alimentaire
- > Le SIREDOM accélère le rythme

#### Invitations presse

- > Présentation du partenariat Eco-mobilier, SIREDOM et SEMARDEL
- > Matinée d'information et visites de sites de traitement
- > Inauguration de la déchèterie de Ris-Orangis
- > SERD 2014 : Tous contre le gaspillage alimentaire !

Ces actions de presse ont été relayées par la presse locale, notamment dans *Le Parisien*, *Le Républicain*, *Réussir en Essonne*, et la presse spécialisée, *Techni-cités*, *Environnement magazine*, *Déchets infos*, *Recyclage magazine*, *Mat environnement*, *Maires de France*, *E-collectivités magazine*, *Recyclage et récupération*, entre autres.

À noter, l'interview en direct pour la Web TV TELESSONNE de Lyse Gasteau, responsable service prévention sur les résultats de l'enquête sur le Programme local de prévention des déchets et les objectifs de 2015.

#### Insertions presse

- > 10 années de Réseau déchèteries!... et grâce à vous toujours plus de déchets valorisés - *Le Républicain* édition du 6 mars 2014
- > 10 années de Réseau déchèteries!.. une seconde vie pour le plâtre - *Le Républicain* édition du 13 mars 2014
- > 10 années de Réseau déchèteries!.. désormais un nouvel avenir pour vos meubles - *Le Républicain* édition du 20 mars 2014
- > Le SIREDOM traite les déchets grâce à votre tri - *Le Républicain* édition spéciale du 16 octobre 2014
- > Concours Tous à la déchèterie ! : Le dépôt en déchèterie, un geste gagnant ! - *Le Parisien* édition Essonne du 10 novembre 2014 ;

*Le Républicain* édition du 13 novembre 2014

#### La communication de proximité

Le SIREDOM développe et met en œuvre les moyens et outils de communication nécessaires à l'information et la sensibilisation des habitants de son territoire. Relayée par les collectivités ou en direct auprès des publics, la communication de proximité a un rôle d'accompagnement des collectivités adhérentes afin de promouvoir les gestes de prévention et améliorer la qualité du tri.



Cet accompagnement se traduit par la réalisation et la diffusion d'outils : guides pratiques, affiches, signalétique... renforcés par l'information directe auprès du grand public par l'équipe des agents de communication.

En 2014, le guide du tri a été actualisé : une adaptation graphique et l'enrichissement du contenu par l'ajout d'informations sur le Réseau déchèteries et les gestes de prévention des déchets ont été réalisés. Cette actualisation a été déclinée sur la signalétique du tri (autocollants pour les bacs, panneaux pour les locaux propreté et affichettes).

Le guide pratique des déchèteries a également été refondu de manière à intégrer les informations sur les nouveaux sites, les modalités d'accès et de renouvellement de badge. Sur ce point, la communication s'est poursuivie en 2014 pour les collectivités concernées par la 3e phase de renouvellement (CC Entre Juine et Renarde et le SEDRE) avec la mise à disposition d'affichettes et de flyers d'information destinés aux usagers.

#### La prévention des déchets

Dans le cadre du programme local de prévention des déchets (PLPD), le SIREDOM développe des actions en faveur d'une réduction quantitative et qualitative de la production de déchets. Parmi les actions inscrites au PLPD, la sensibilisation au recyclage des lampes basse consommation, la collecte des textiles et la promotion du réemploi ont fait l'objet d'une communication en 2014.

Le SIREDOM a ainsi conçu et diffusé un dépliant pédagogique et une affiche sur la promotion et le recyclage des lampes basse consommation. Le dépliant sur la collecte et la valorisation des textiles (vêtements, chaussures, linge de maison...) a été refondu et accompagné de la conception d'une affiche.

La promotion du réemploi, notamment par le biais des recycleries, s'est poursuivie avec la création de 2 panneaux d'exposition sur le fonctionnement et la valorisation de ces structures.

## RESSOURCES HUMAINES

### PRÉSENTATION ET MISSIONS DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Avec pour objectif constant l'amélioration de la qualité de service, le SIREDOM est certifié depuis 2008 à la norme ISO 14001 pour l'environnement. Cette certification a été renouvelée pour trois ans par l'organisme certificateur LRQA.

Le SIREDOM a choisi d'externaliser le plus possible ses missions de collecte (déchèteries) et de traitement. C'est pourquoi l'équipe permanente a pour mission, outre ses relations financières, techniques et de communication avec ses adhérents, de diriger et contrôler la commande publique de la meilleure façon qui soit.

Ainsi, 46 agents travaillent de façon permanente au SIREDOM. Ils exercent des métiers différents, en direction de publics divers et dans plus de trois lieux distincts au sein du territoire, au bénéfice de 129 communes.

Ils contribuent par leur action et leur implication à développer les missions du SIREDOM en matière de prévention, valorisation des activités et des équipements, accompagnement des collectivités et des usagers, et qualité du service.

Les recrutements effectués en 2014 l'ont été afin de remplacer les agents partis par voie de mutation. Le SIREDOM a souhaité adhérer aux dispositifs ayant pour objet de faciliter l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle. Ainsi 8 contrats d'avenir et 3 contrats d'accompagnement dans l'emploi ont été créés soit 8 emplois d'insertion de plus qu'en 2013.

Trois agents ont été promus, au regard de leurs compétences professionnelles, aux grades d'ingénieur principal, de rédacteur et d'adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> classe au cours de l'année 2014.

Les procédures mises en œuvre depuis 2010 se sont poursuivies, évaluation annuelle des agents, préparation et envoi des dossiers à soumettre aux organismes paritaires du centre interdépartemental de gestion (évaluation annuelle des agents, avancements et promotions...).

Le plan de formation pluriannuel 2013-2014 a été mis en œuvre. Ainsi, en 2014, le nombre de journées de formation suivies par l'ensemble du personnel s'est élevé à 160 jours à l'attention de 43 agents, soit en moyenne près de 4 jours par agent.

Quatre sessions de formation interne relatives à l'entretien professionnel (évaluateurs) et aux agents de communication de proximité (initiation à la narration d'un conte) ont été réalisées.

En termes d'action sociale, le SIREDOM contribue à la couverture sociale des agents en participant à la prise en charge de leur mutuelle selon un barème fixé au regard des indices de rémunération des agents, soit une participation de 38, 35, 33, 25 €.

Une journée récréative a été organisée afin de réunir l'ensemble des enfants du personnel à l'occasion des fêtes de Noël.

## QUELQUES CHIFFRES

Sexe	Total	Catégorie A			Catégorie B			Catégorie C			Contrat avenir	Contrat accompgt dans l'emploi CAE
		Total	Titul.	Contr.	Total	Titul.	Contr.	Total	Titul.	Contr.		
Femmes	24	6	4	2	5	5	0	9	9	0	3	1
Hommes	22	1	0	1	5	4	1	9	9	0	5	2
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>3</b>

Sexe	Total par âge	20 à 25 ans			Total par âge	26 à 35 ans			Total par âge	36 à 46 ans			Total par âge	47 à 60 ans		
		Cat. A	Cat. B	Cat. C		Cat. A	Cat. B	Cat. C		Cat. A	Cat. B	Cat. C		Cat. A	Cat. B	Cat. C
Femmes	3	0	0	3	9	2	3	4	8	4	0	4	4	2	1	1
Hommes	7	0	0	7	4	0	2	2	5	0	2	3	6	1	1	4
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>

# ANNEXE

## Indicateur des actions du Programme local prévention des déchets (PLPD)

Actions du programme local de prévention 2010/2014	Date de lancement effective ou prévisionnelle	Type d'indicateur	Indicateurs de suivi des actions	Unité de mesure	Méthode de mesure	Suivi des Indicateurs							
						Année de référence 2008	2009	2010/2011 1	2011/2012 2	2012/2013 3	2013/2014 4	2014/2015 5	
<b>Thème 1 : Sensibilisation des publics à la prévention des déchets</b>													
Sensibilisation en milieu scolaire	2006	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	42	41	52	80	210	150	-
			réalisation	nombre d'animations réalisées	nbre	n+n1+n2+n3...	4	7	11	21	29	41	-
"Moins de déchets pour mon école"	2010	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	161	190	350	110	-	-
			réalisation	nombre de classes ayant participé	nbre	n+n1+n2+n3...	0	2	5	7	8	-	-
Sensibilisation aux achats eco-responsables	2012	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	158	65	50	-
			réalisation	nombre de stands/animations réalisées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	2	2	2	-
			réalisation	nombre de personnes sensibilisées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	200	200	200	-
		Impact	participation	% d'habitants indiquant être attentif aux emballages lors de leurs achats	%	enquête bi-annuelle	-	-	62 %	-	55 %	-	-
Sensibilisation du grand public à la prévention	2013	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	-	-	-	-
			réalisation	nombre de soirées débats réalisées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	-	-	-
<b>Thème 2 : Actions éco-exemplaires des collectivités</b>													
Exemplarité du SIREDOM	2011	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	128	70	119	-
			réalisation	nombre d'actions proposées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	47	47	47	-
		Impact	participation	nombre d'actions mises en place par les services	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	22	25	26	-
Sensibilisation à la prévention des collectivités (formations)	2013	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	35	335	840	-
			réalisation	nombre de formations réalisées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	0	12	-
		Impact	participation	nombre de collectivités engagées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	0	25	-
			participation	nombre de participants aux formations	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	0	80	-
<b>Thème 3 : Actions emblématiques nationales</b>													
Promotion du compostage domestique	2006	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	NC	NC	120	174	106	101	-
			réalisation	nombre de composteurs distribués	nbre	n+n1+n2+n3...	2718	3436	11333	15592	16585	18048	-
			réalisation	nombre de formations réalisées	nbre	n+n1+n2+n3...	2	6	21	29	32	35	-
			réalisation	nombre de communes PLPD engagées	nbre	n+n1+n2+n3...	29	46	72	76	78	78	-
		Impact	participation	% d'habitant ayant déclaré pratiquer le compostage	%	enquête bi-annuelle	-	-	40 %	-	48 %	-	-
			flux évités	DV et DC détournés	kg/hab/an	(nb de foyers équipés x 2,5 pers x 80 kg) / nb d'habitant	-	-	12	17	18,6	20	-
Promotion du compostage collectif	2013	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	-	-	33	-
			réalisation	nombre de résidences impliquées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	-	1	-
			réalisation	nombre de formations réalisées	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	-	1	-
		Impact	participation	nombre de foyers impliqués	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	-	10	-

Actions du programme local de prévention 2010/2014	Date de lancement effective ou prévisionnelle	Type d'indicateur		Indicateurs de suivi des actions	Unité de mesure	Méthode de mesure	Suivi des Indicateurs						
							Année de référence 2008	2009	2010/2011 1	2011/2012 2	2012/2013 3	2013/2014 4	2014/2015 5
Promotion du stop pub	2005	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	NC	NC	10	30	35	55	-
			réalisation	nombre d'autocollants distribués	nbre	n+n1+n2+n3...	NC	420	1 094	2 654	4 400	6 200	-
		Impact	participation	% déclarant posséder un autocollant	%	enquête bi-annuelle	-	-	14 %	-	16 %	-	-
			participation	% respect de l'autocollant	%	enquête bi-annuelle	-	-	55 %	-	62 %	-	-
			flux évités	quantité de papier évité	kg/hab/an	(nb de foyer estimé x 2,5 pers x 12 kg) / nb d'habitant	-	-	1,69	-	1,92	-	-
Lutte contre le gaspillage alimentaire	2014	Activité	moyen	Temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	-	-	71	-
			réalisation	Nombre d'acteurs de la restauration collective impliqués	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	-	-	-
		Impact	participation	% personnes indiquant jeter les aliments	nbre	enquête bi-annuelle	-	-	-	-	-	-	-
			participation	% personne faisant la distinction DLC / DLUO	nbre	enquête bi-annuelle	-	-	-	-	-	-	-
<b>Thème 4 : Les autres actions d'évitement de la production de déchets</b>													
Promotion de la récupération des textiles et des dons aux associations	2006	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	NC	NC	8	36	69	110	-
			réalisation	nombre de guides distribués	nbre	n+n1+n2+n3...	100	260	150	255	200	0	-
			réalisation	nombre de bornes implantées	nbre	n+n1+n2+n3...	28	30	40	46	70	71	-
		Impact	participation	nombre de communes équipées	nbre	n+n1+n2+n3...	13	15	25	26	38	38	-
			participation	% d'habitants indiquant donner leurs vêtements	%	enquête bi-annuelle	-	-	55 %	-	62 %	-	-
flux évités	quantité de textile détourné	kg/hab/an	quantité collectée par partenaires / nb d'habitant	1,25	1,35	1,48	1,75	2,36	2,56	-			
Promotion de l'eau du robinet	2012	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	254	181	120	-
			réalisation	nombre de guides distribués	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	8 849	12 079	-
			réalisation	nombre de partenariats	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	2	19	19	-
		Impact	participation	% d'habitants déclarant boire l'eau du robinet systématiquement	%	enquête bi-annuelle	-	-	41 %	-	51 %	-	-
			participation	% d'habitants déclarant boire l'eau du robinet rarement ou jamais	%	enquête bi-annuelle	-	-	35 %	-	35 %	-	-
flux évités	quantité d'emballage évitée	kg/hab/an	(nb de foyer estimé x 2,5 pers x 4 kg) / nb d'habitant	-	-	1,8	-	2,03	-	-			
Promotion de la réparation et de la réutilisation / soutien des recycleries	2014	Activité	moyen	temps mobilisés	heure	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	10	190	-
			réalisation	nombre de partenariats développés	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	2	4	-
			réalisation	nombre de points réemploi en déchèterie	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	3	5	-
		Impact	participation	% d'habitants déclarant connaître les recycleries du territoire	%	enquête bi-annuelle	-	-	-	-	13 %	-	-
			participation	% d'habitants déclarant acheter ou donner aux recycleries	%	enquête bi-annuelle	-	-	-	-	18 %	-	-
			Flux "évités"	tonnages récupérés en déchèterie par les partenaires	tonnes	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	2	10,5	-

Actions du programme local de prévention 2010/2014	Date de lancement effective ou prévisionnelle	Type d'indicateur	Indicateurs de suivi des actions	Unité de mesure	Méthode de mesure	Suivi des Indicateurs							
						Année de référence 2008	2009	2010/2011 1	2011/2012 2	2012/2013 3	2013/2014 4	2014/2015 5	
<b>Thème 5 : Actions de prévention qualitative</b>													
<b>Sensibilisation à la reprise du "un pour un" et à la récupération des DEEE</b>	2008	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	NC	NC	10	150	75	70	-
			réalisation	nombre de guides et affiches distribués	nbre	n+n1+n2+n3...	310	840	950	1 180	1 680	3 250	-
		Impact	participation	% d'habitants déclarant pratiquer le 1 pour 1	%	enquête bi-annuelle	-	-	23 %	-	10 %	-	-
<b>Promotion des ampoules basse consommation</b>	2013	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage	-	-	-	50	94	230	-
			réalisation	nombre de dépliants distribués	nbre	n+n1+n2+n3...	-	-	-	-	-	150	-
		participation	% d'habitants indiquant jeter leurs ampoules dans les OMR	%	enquête bi-annuelle	-	-	36 %	-	10 %	-	-	
<b>Promotion du jardinage au naturel</b>	2013	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage							
			réalisation	nombre de guides pratique diffusés	nbre	n+n1+n2+n3...							
		Impact	participation	nombre de partenariats développés	nbre	n+n1+n2+n3...							
			participation	% d'habitants indiquant utiliser des produits phytosanitaires	%	enquête bi-annuelle							
			participation	% d'habitants indiquant pratiquer le paillage, le mulching ou le compostage	%	enquête bi-annuelle							
<b>Sensibilisation aux DDS</b>	2014	Activité	moyen	temps mobilisé	heure	comptage							
			réalisation	Nombre de guides distribués	nbre	n+n1+n2+n3...							
			réalisation	nombre de partenariats développés	nbre	n+n1+n2+n3...							



**SIREDOM**

63, rue du Bois-Chaland

91090 Lisses

Tél. : 01 69 74 23 50

Fax : 01 60 86 43 69

[www.siredom.com](http://www.siredom.com)



L'Agence Sud-Francilienne  
de Valorisation des Déchets